Le 16-06-2017

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation (Pardem)

Le 15 juin 2017

Le Parti de la démondialisation remercie chaleureusement toutes les électrices et tous les électeurs qui ont voté pour ses candidats au premier tour des législatives. Par leur geste ils ont soutenu le programme le plus clair et le plus détaillé de tous les partis présents à ces élections, le plus radical aussi dans ses propositions de rupture avec l'ordre néolibéral. Ces électeurs ont approuvé la stratégie de démondialisation proposée par le Pardem, dont le résultat de la présidentielle et du premier tour des législatives confirme la nécessité. Dans quelques jours nous présenterons l'ensemble de nos résultats et nos perspectives.

Concernant le second tour des législatives, le 18 juin, le Pardem appelle à amplifier le formidable rejet du système qui s'est manifesté au premier tour par une abstention historique (24,4 millions de voix et 51,3% des inscrits) et à battre un nouveau record.

Les abstentionnistes sont surtout les jeunes (63% des 18-24 ans et 65% des 25-34 ans) et les classes populaires (66% des ouvriers et 61% des employés). Il s'agit des principales victimes des politiques néolibérales, qui ont compris qu'il n'y avait rien à attendre de positif pour elles, quelle que soit la majorité élue. Car encore une fois, l'enjeu mis en tête par les électeurs pour déterminer leur vote a été la lutte contre le chômage (69%) suivi de la lutte contre le terrorisme (68%). Comme les programmes des partis – de tous les partis – sont scandaleusement vides sur la question du chômage et de la précarité, les jeunes et les classes populaires n'avaient en effet aucune raison de leur donner leur voix.

Lucidité des abstentionnistes et signification de l'abstention

L'abstention (à laquelle il faut ajouter les blancs et les nuls) montre, d'abord, qu'aux yeux d'un grand nombre d'électeurs, le sens de cette élection était vide. Le seul enjeu réel est apparu à la présidentielle, pas aux législatives. En partie à tort, d'ailleurs, car le Premier ministre, confirmé par l'Assemblée nationale, dispose de pouvoirs étendus. Nous l'avons observé à l'occasion des cohabitations où c'est toujours le Premier ministre qui a dirigé le pays, pas le Président. En tout cas, pour beaucoup d'électeurs, une seule élection sert à quelque chose, c'est la présidentielle. C'est elle qui donne la direction politique. Le changement est visible, du moins dans le personnage qui incarne l'État. L'effet du vote est direct et immédiat, alors que le vote pour les députés ne donne pas l'impression d'un changement. Les législatives ne servent donc quasiment plus à rien dans l'esprit de nombreux électeurs. En outre les abstentionnistes, à juste titre, considèrent que les partis (les candidats qu'ils présentent) ne peuvent rien faire pour eux, en particulier sur les questions sociales. Ils se rendent compte que l'Assemblée ne vote qu'entre 20% et 30% des lois, le

reste étant imposé par Bruxelles avec l'approbation ou la résignation des parlementaires.

L'abstention marque ensuite le refus de donner une large majorité parlementaire à Emmanuel Macron. Ainsi, contrairement à la propagande médiatique massive qui se poursuit après l'élection présidentielle, il n'y a pas eu de « raz-de-marée » en faveur du parti politique personnel de Monsieur Macron, ni même d'amplification. Il y a eu un dégonflement. Au premier tour de la présidentielle, Monsieur Macron obtient 8,6 millions de voix (18,19% des inscrits), puis 20,7 millions au second tour. Au premier tour des législatives, le parti politique privé de Monsieur Macron, le Mouvement En Marche ! (EM, comme Emmanuel Macron), n'obtient plus que 6,4 millions de voix (13,44% des inscrits), soit 2,2 millions de voix en moins. Pour avoir une comparaison, que disent les élections de 2012 et de 2007 ? En 2012, Monsieur Hollande réalise 10,2 millions de voix au premier tour de la présidentielle (22,32% des inscrits) et 18 millions au second. Au premier tour des législatives qui suivent, le PS et ses alliés n'obtiennent plus que 9,5 millions de voix (16,53% des inscrits), soit -700 000 voix. En 2007, Monsieur Sarkozy obtient 11,4 millions de voix au premier tour de la présidentielle (24,84% des inscrits) et 18,9 millions au second. Au premier tour des législatives qui suivent, l'UMP n'obtient plus que 10,2 millions de voix (22,33% des inscrits) soit – 1,2 million. On constate par conséquent que c'est Monsieur Macron qui obtient le moins de voix pour son parti aux législatives, parti pourtant censé avoir connu un « raz-de-marée » et regrouper une grande fraction de la gauche et de la droite.

L'abstention montre enfin le refus parallèle d'un grand nombre d'électeurs de favoriser les oppositions de gauche ou de droite. Ce sont en effet 55% des électeurs de Messieurs Mélenchon et Hamon et de Madame Le Pen à la présidentielle qui se sont abstenus au premier tour des législatives. Ces électeurs devraient encore amplifier le mouvement au second tour le 18 juin. Ni le FN, ni le PS, ni la France Insoumise, ni Les Républicains, ni le PCF ne sont en mesure de constituer une opposition parlementaire digne de ce nom sur les plans quantitatif et qualitatif.

Aucune opposition parlementaire ne mettra Monsieur Macron en difficulté. D'abord, l'immense majorité des candidats LR et PS sont en effet macron-compatibles ils se placent intégralement dans le système euro-libéral. Quant au FN, il n'a que 122 candidats au second tour, France Insoumise n'en a que 74 et le PCF 14. Que les sympathisants de ces partis votent pour leur candidat quand ils en ont un au deuxième tour dans leur circonscription est naturel. En revanche, là où ce n'est pas le cas, c'est l'abstention qui est requise. Pourtant les dirigeants du PCF, du PS et de France Insoumise appellent à voter pour les candidat LR et En Marche ! pour « *faire barrage au FN* ». Mais quelle est la menace principale à court terme ? C'est le FN ou c'est Macron ? C'est évidemment Macron avec ses projets de casse du Code du travail, entre autres « réformes » promises. Quant au FN, il n'est pour l'instant qu'un tigre de papier…

Observons d'ailleurs que l'hypocrisie et l'aveuglement des dirigeants du PS, du PCF et de France Insoumise ne semble pas avoir de bornes. Ils ont tous appelé à voter Macron au deuxième tour de la présidentielle et s'apprêtent à faire de même pour les candidats du Président au deuxième tour des législatives. En même temps ils appellent à combattre le projet de Macron de destruction du droit du travail ! Ce qui pourrait apparaitre comme de la pure schizophrénie et une incohérence politique est en fait un soutien sans faille aux politiques européennes. C'est n'importe quoi ! Le vrai combat contre la casse du droit du travail commence le 18 juin, par une grève du vote en faveur des casseurs (les candidats d'En Marche ! du PS et de LR).

Plus il y aura d'abstentions, plus l'Assemblée nationale manquera de légitimité. C'est une excellente chose, car cette situation va freiner les ambitions de Macron, d'autant plus que des mobilisations sociales se développeront. Ce sera également la meilleure configuration possible pour la recomposition politique.

L'abstention citoyenne, condition d'une vraie recomposition politique

L'expression « *recomposition politique* » est désormais omniprésente dans le débat médiatique, sans d'ailleurs que l'on sache exactement de quoi il s'agit. Pour certains, la recomposition politique a été

accomplie suite au « triomphe » d'Emmanuel Macron. Pour ceux-là, elle consistait à trouver une parade au discrédit des politiques néolibérales, au personnel et aux formes politiques qui les incarnaient, pour pouvoir les continuer avec un autre emballage. Pour d'autres, la recomposition politique vise à bâtir un nouvel agencement des formes politiques et de leur personnel. Mais avec les mêmes programmes et pour la défense des intérêts des mêmes classes sociales qu'auparavant : les classes dominantes.

Pour le Parti de la démondialisation, la recomposition politique doit porter tout à la fois sur les programmes politiques, les stratégies, les dirigeants et les formes des organisations politiques.

Comment se présente la situation après l'élection présidentielle et le premier tour des législatives ? Pour qui voter afin non seulement de donner une majorité parlementaire au pays, mais aussi d'engager cette recomposition politique dont tout le monde parle ?

Les partis duettistes de l'alternance – le PS et LR – ont été balayés. C'est une excellente chose et il n'y a pas lieu ici d'argumenter pour expliquer pourquoi il ne faut pas voter pour leurs candidats au deuxième tour des législatives.

Faut-il, dès lors, voter pour les candidats d'En Marche ! (comme nous y incitent le PS, le PCF et la France Insoumise quand il y a en face un candidat du FN ?) qui prétendent « *renouveler la vie politique* » ? Bien sûr que non. En Marche ! n'est que l'addition de deux symétries néolibérales (celles de LR et du PS) à laquelle il a été ajouté une cohorte d'ambitieux et un plein wagon d'agents de divers intérêts privés. Le tout pour faire la même politique néolibérale sous un autre emballage. Voter pour les candidats d'Emmanuel Macron reviendrait à voter pour la finance dont il est l'agent direct et pour l'Union européenne. Ce serait prolonger, donc aggraver le cauchemar cinq années supplémentaires, car Hollande faisait du Macron et Macron fera du Hollande (c'est-à-dire du Fillon, du Sarkozy, du Chirac, du Jospin…). Tout son programme repose sur les vieilles recettes néolibérales qui sont les véritables causes de la crise actuelle.

Faut-il voter pour les candidats du FN ? Ce parti est utilisé par une partie du peuple français notamment pour signifier sa colère de voir la souveraineté nationale, base de tout processus démocratique, et les acquis sociaux durement obtenus, bafoués de façon éhontée par une classe politique intégralement acquise aux institutions néolibérales européennes. Ces victimes de la mondialisation se trompent en croyant que le FN est le vecteur d'un changement favorable au peuple. L'échec de Madame Le Pen à la présidentielle doit être confirmé pour les candidats du FN aux législatives. Voter pour eux reviendrait à voter pour la xénophobie organisée, la haine et la division des Français mais aussi pour une politique libérale, antisyndicale qui ne sert pas le peuple. Ce serait voter pour un programme incapable de sortir notre pays de la crise, qu'il s'agisse du chômage et de la précarité, des services publics et de la protection sociale. Sur ces derniers points, ce serait même à coup sûr une aggravation supplémentaire. Ceux qui espéraient que le FN voudrait sortir de l'euro et de l'Union européenne en sont pour leurs frais après le retournement de veste de Madame Le Pen.

Faut-il voter pour les candidats de la France Insoumise ? Ce mouvement reprend le modèle désastreux du Premier ministre grec de Syriza, Monsieur Tsipras qui vient de signer, pour rester dans l'UE et l'euro, un quatrième mémorandum en défaveur du peuple grec. Sa soumission au système est totale tout en donnant l'impression que c'est l'inverse. C'est la seule roue de secours du système européen en France si le statu quo reposant sur des candidats classiquement néolibéraux ne fonctionne plus. Ce n'est certes pas du tout le premier choix de l'oligarchie, mais cela constitue bel et bien le dernier, si tout le reste échoue. Et, cela ne fait pas de doute, Monsieur Macron va échouer… Voter pour les candidats de la France Insoumise entraînerait la France dans une impasse à la grecque. Le programme de la France Insoumise fourmille d'excellentes idées. Mais il accumule aussi des formules volontairement ambiguës pour noyer le poisson. Surtout sur les grandes questions stratégiques desquelles tout dépend pour l'avenir de notre pays. Il refuse l'obstacle et la rupture avec le système euro-libéral. C'est pourquoi les nombreuses bonnes idées qu'il présente ne verront jamais le jour, car elles sont incompatibles avec le maintien de la France dans l'euro et l'Union européenne. Système, quoiqu'il en dise, dont la France Insoumise ne veut pas sortir. Voir ci-dessous l'analyse du programme de Jean-Luc Mélenchon et de la France Insoumise réalisée par le Pardem :

http://www.pardem.org/presidentielle-2017/659-faut-il-voter-pour-jean-luc-melenchon-france-insoumise-fi

Faut-il voter pour les candidats du PCF ? La réponse est négative, le PCF est devenu un satellite du Parti socialiste. Son programme est une acceptation de la mondialisation néolibérale dont il conteste même l'existence. Le PCF n'a plus rien à apporter sur le plan politique, ses forces propulsives se sont éteintes malgré le courage et le dévouement de ses militants.

Ne placer aucun parti en position charnière pour la recomposition politique

Le véritable enjeu du deuxième tour des législatives n'est pas la constitution d'une opposition parlementaire à la majorité présidentielle. Les jeux sont déjà faits et le Président de la République disposera d'une très confortable majorité à l'Assemblée nationale pour mener sa politique. Que cette majorité soit absolue ou relative ne changera rien. Le véritable enjeu du deuxième tour des législatives est de savoir qui incarnera l'opposition au macronisme. Pour le Parti de la démondialisation, aucun des partis ayant des candidats au second tour ne doit apparaître comme une charnière, organisant ainsi la recomposition politique autour de lui. il faut dès maintenant penser au coup d'après que sont les mobilisations sociales et les élections de 2022.

Avant, le système amusait les électeurs avec les fausses alternances gauche-droite. Ce clivage est vide désormais de tout contenu stratégique et vient d'être rejeté par les électeurs. Gauche et droite sont d'accord sur la mondialisation, l'euro et l'Union européenne, le libre-échange, l'abandon de la souveraineté nationale et donc de la démocratie. Ce dispositif était à bout de souffle. La mystification avait débuté en mai 1981 avec François Mitterrand et a quand même duré 36 ans, jusqu'au 7 mai 2017. Il fallait alors inventer quelque chose de neuf (dans l'emballage, bien évidemment, sans changer le contenu néolibéral des politiques). C'est le « macronisme », recyclage des battus et des traitres des autres partis, qui se présente à la fois « de gauche et de droite ». Problème : on ne pourra plus faire le coup aux électeurs de l'alternance gauche-droite car il n'existe aucune force crédible à ce jour pour l'incarner. Que se passera-t-il en 2022 ?

Une alternance de droite avec LR ou une force qui en prendra la suite ? Très difficile pour trois raisons : une partie de LR est déjà dans le macronisme, le programme de Macron et de LR est quasiment le même, la gamelle est plus copieuse chez Macron.

Une alternance de gauche avec le PS ou une force qui en prendra la suite ? Très difficile pour les trois mêmes raisons : une partie du PS est déjà dans le macronisme, les programmes de Macron et du PS sont parfaitement compatibles, la gamelle est plus copieuse chez Macron.

Une alternance avec le Front national ? Le retournement de veste de Marine Le Pen sur la sortie de l'euro et de l'Union européenne banalise ce parti qui rentre dans le rang et le système et lui fait perdre des soutiens. La société française d'aujourd'hui ne montrant aucune appétence pour le fascisme, cette voie lui est bouchée. Ajoutons que la crise du leadership de Marine Le Pen qui s'est ouverte connaîtra sans nul doute des rebondissements imprévisibles à cette heure. Il ne lui reste à ce parti que la xénophobie, le racisme et l'amplification de toutes les peurs pour se distinguer. Est-il envisageable qu'une majorité de la population se rabaisse à ce niveau ?

Une alternance avec la France Insoumise ? C'est peu probable et non souhaitable. Pour prétendre à une véritable alternance, la France Insoumise devrait disposer d'un véritable programme alternatif. Ce n'est pas le cas et la probabilité que cela le devienne est très faible. Il faudrait pour cela un changement stratégique visant à se préoccuper des intérêts des classes populaires au lieu d'être focalisé sur la captation de l'électorat socialiste. Ce dernier, particulièrement européiste, explique les ambigüités de la France Insoumise sur la question de l'euro et de l'Union européenne. Ajoutons que la posture de diva adoptée par Monsieur Mélenchon ne favorise pas les choses.

Il ne restera alors que la perspective de la démondialisation et du rassemblement qui pourra s’opérer autour de ce programme. En attendant il ne faut pas encourager le vice et ne pas encourager, par son vote, tous les partis qui refusent les ruptures nécessaires.

Au deuxième tour des législatives la démondialisation, sinon rien !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire